

Synthèse du séminaire du 3 décembre 2020



notre territoire face à la crise

smeat
www.scot-toulouse.org

- A la suite de la réinstallation du SMEAT ; les nouveaux élus du SMEAT ont souhaité débattre des enjeux du territoire, questionnés par l'actuelle crise sanitaire et économique.
- Pour ce faire, le SMEAT a organisé un séminaire à l'attention de ses élus. Les regards croisés d'experts toulousains interviewés et de Cécile Maisonneuve, Présidente de la [Fabrique de la Cité](#), ont permis d'éclairer les débats entre les élus, animés par Béatrice Girard, journaliste et présidés par Annette Laigneau.
- Le séminaire a été organisé le 3 décembre 2020, il a réuni 45 personnes en présentiel et en visioconférence.



Interview croisée de Gabriel Colletis (Professeur UT1 Toulouse, Président du Manifeste pour l'industrie) et Michel Grossetti (Directeur de recherche CNRS-LISST-CERS)

● Le regard de Cécile Maisonneuve

Il ne faut pas craindre pour Toulouse le même destin que celui de Détroit, dont les industries et l'attractivité étaient depuis longtemps déclinantes. S'il faut trouver des comparaisons pertinentes, la trajectoire de la ville de Seattle semble plus éclairante car cette ville est le siège de Boeing, de Microsoft et le deuxième siège d'Amazon et cela correspond plus à la réalité du territoire toulousain. Ce territoire fait partie de la « sunbelt française » très attractive pour les populations, a contrario de Detroit.

Le rapport Toulouse, territoire d'avenir [[lien vers le rapport](#)] fait état des opportunités pour le territoire, il rejoint le regard de Gabriel Colletis et de Michel Grossetti.

Parce que le territoire concentre un grand nombre de compétences en ingénierie, parce que plusieurs systèmes économiques co-existent, il est possible pour Toulouse de rebondir en diversifiant et en repositionnant son économie tout en conservant ses compétences et ses filières d'excellence, réorientées vers la transition écologique. L'un des leviers de cette mutation est, demain, de tisser des liens plus forts entre recherche fondamentale et innovation, il y aurait des investissements à consentir pour ce faire. Cela pourrait également passer par la création d'un établissement public dédié.

Toulouse est ainsi à même de se positionner fortement et d'exister à une échelle européenne, dernier exemple en date, celui de sa candidature pour être le lieu de l'implantation du centre de prévisions météorologiques européen. Le territoire est également à même d'affirmer un positionnement européen sur l'hydrogène.

« Le discours et la vision des élus sont fondamentaux, ils ont un effet d'entraînement »

Par ailleurs, la connaissance fine du territoire, de ses compétences est aussi un facteur de réussite. Les élus locaux, de par leur ancrage territorial, ont une forte responsabilité de ce point de vue.

Le marketing territorial est aussi un élément à ne pas négliger, parce qu'il contribue à relayer la vision des élus et qu'il la diffuse à tous les acteurs du territoire et parce qu'il contribue à faire exister le territoire à l'extérieur.

« La résilience, c'est la capacité à rebondir, pour ce faire il faut sans doute accepter certains renoncements »

● Le regard des élus du SMEAT

Les élus prennent acte qu'il s'agit désormais de rebattre les cartes du modèle économique en utilisant tous les atouts du territoire en termes de capital social et de compétences. Pour ce faire, identifier le potentiel de compétences du territoire est essentiel.

« Il était temps que le SMEAT se préoccupe d'économie »

« On a les capacités pour être forts sur de nombreuses filières innovantes, comme la robotique médicale »

Travailler ensemble à un commun du territoire, du est

« Pour qu'il y ait territoire et non pas espace géographique, il faut une mobilisation des acteurs, une stratégie commune »

récit
développement de son capital social, devenu une nécessité. Il revient aux élus d'être précurseurs de ce récit pour enclencher un processus.

« Il faut tirer les leçons de l'échec de la labellisation IDEX deux fois de suite »

La stratégie économique passe par la mise en place d'une gouvernance élargie, c'est indissociable du projet de territoire.

Interview de Lionel Rougé, Maître de conférences en géographie-aménagement, Université Toulouse
Jean-Jaurès, LISST-Cieuh, CNRS

● Le regard de Cécile Maisonneuve

La **densité** fait toujours débat, entre les urbanistes qui réclament de la densité et les habitants qui n'en veulent pas. Ecouter les habitants, c'est important. Il s'agit aussi de recentrer le débat sur l'écart entre densité réelle et densité perçue, car il y a des densités agréables à vivre.

La **participation citoyenne** en est à ses débuts et tout le monde tâtonne pour la mettre en place, mais c'est un vecteur de résolution des incompréhensions mutuelles. Il y a une demande de participation de la part des citoyens forte et qui va en se renforçant ; les élus en ont conscience. Il faut prendre le temps d'écouter les citoyens même si les méthodes pour ce faire se cherchent encore.



« Pour aménager, il faut partir de la France telle qu'elle est »

Habiter, c'est vivre dans son logement et autour de celui-ci. La première préoccupation à avoir, c'est la sur-occupation des logements. Ensuite, l'espace public autour du logement fait partie de l'habiter, il doit être pensé en tant que tel, car il permet notamment l'accès à la mobilité.

On ne peut pas faire abstraction du souhait de beaucoup de personnes à vivre dans les « périphéries » qui ne sont pas perçues comme telles par ceux qui y habitent. De la même façon, la maison et le jardin restent largement plébiscités.

Une métropole, c'est des lieux et des liens ainsi qu'exprimé par M. Rougé ; il faut construire un **discours métropolitain** prenant acte de la grande diversité de lieux de la métropole toulousaine. Ce qui est intéressant pour construire le discours toulousain, c'est d'avoir un raisonnement centripète, et d'imaginer l'aménagement autour des centralités qui composent le territoire. Il est fondamental de relier ces centralités.

Le slogan de la « **ville du quart d'heure** » est intéressant car il prend en compte le souhait des habitants d'avoir une offre de services du quotidien à proximité. Mais ce concept ne résout pas l'**accès à l'emploi** ; on ne peut pas imaginer, dans la configuration spatiale actuelle, que chacun ait un emploi à moins d'un quart d'heure de son domicile. Dès lors, l'enjeu c'est l'accessibilité facilitée à l'emploi et la formation.

Les mobilités, c'est le sujet du territoire toulousain car les compétences et les filières en place permettent d'expérimenter beaucoup de nouvelles mobilités : véhicules autonomes, covoiturage, offre des services numériques, ... Il y a beaucoup à inventer sur le territoire. Le versement mobilités ne va pas pouvoir continuer à augmenter, il y a des limites au système français qui fait payer les employeurs pour financer les transports collectifs. Par ailleurs, la pandémie va peut-être changer les habitudes de vie concernant les transports collectifs.

Une piste de **financement des mobilités** est le péage urbain : car c'est l'automobiliste qui finance les transports collectifs de l'aire métropolitaine. Ce système se met en place dans de nombreuses métropoles du monde. Cela figurait dans le projet de loi d'orientation des mobilités mais a été écarté ; cela reviendra.

► Liens vers les études et ouvrages évoqués par Mme Maisonneuve

[Enquête sur les perceptions des villes moyennes par les français / La fabrique de la Cité](#)

[Etude sur les grands projets et la démocratie évoquant les enjeux de participation citoyenne / La fabrique de la Cité](#)

[Etude et proposition pour financer la mobilité post-carbone / La fabrique de la Cité](#)

[Anachronismes urbains / Jean-Marc Offner](#)

● Le regard des élus du SMEAT

« Les habitants de ma commune acceptent d'être à 1h du travail car il se sentent bien là où ils habitent »

Les **mobilités** sont cruciales pour le périurbain, cela questionne leur financement.

Le versement mobilités met déjà les employeurs à contribution. Il s'agirait désormais de créer des tours de table public-privé pour concevoir ensemble la ville de demain.

« Dans le périurbain, la réalité vécue, c'est la ville d'1h pour aller au travail. Ça ne permet pas de s'impliquer dans la vie de la commune »

Le **vélo à assistance électrique** permet d'aller loin à vélo, c'est une opportunité pour tous les territoires dont il faut s'emparer largement, pour créer des passerelles vers les transports en commun notamment.

Le **périurbain** se caractérise d'abord par sa dynamique. Il y a dans ces espaces une demande sociale à ralentir l'urbanisation pour conserver le cadre de vie, les franges agro-naturelles. Dès lors, il s'agirait de densifier les espaces déjà urbanisés, sans doute de façon plus qualitative.

« Ma commune est la 6^{ème} de Haute-Garonne, ça en dit beaucoup sur le poids du périurbain : il y a des petites villes »

Dans toutes les communes, les élus reçoivent la demande d'habitants, attachés à leur quartier, qui veulent y rester tout en ne trouvant pas toujours le logement adapté. La responsabilité des élus est d'assurer un **parcours résidentiel** adapté aux besoins et usages des habitants, dans toutes les tranches de vie, à l'échelle des

« Le développement a été au cœur du débat politique des dernières élections municipales dans les communes périurbaines »

quartiers.

La question du **vieillessement** devient prégnante dans les politiques de logement et les politiques urbaines. Le vieillissement de la population en cours crée des effets d'opportunités pour la promotion immobilière et fait courir le risque d'une forme de ghettoïsation de la ville via le développement parfois exagéré de résidences seniors, de la même façon qu'avec les résidences étudiantes.

séquence 3/

Les ressources agricoles et naturelles du territoire

Interview de Mélanie Gambino, Maîtresse de conférences UT2J – LISST Dynamiques rurales

● Le regard de Cécile Maisonneuve

Il y a des **représentations très différentes de la nature**, qui font aussi appel à l'imaginaire ; il en va ainsi de « l'appel de la forêt » après le premier confinement, ressenti par de nombreux français, notamment citadins.

Les habitants, lorsqu'ils sont interrogés, distinguent nature et espaces verts, tout en étant en demande des deux. Il y a une **demande forte d'espaces publics « de nature »** qui correspond à une réalité à ne pas occulter : les espaces naturels sont **essentiels à l'équilibre psychique** des populations, notamment les plus fragiles.

« La crise marque un retour aux basiques : eau, énergie, alimentation »

Derrière la **demande forte de « local »**, il y a le sujet de la sécurité alimentaire qui a émergé pendant la crise sanitaire.

Le territoire toulousain a une **tradition agricole forte**. L'agriculture a les moyens de se réinventer pour faire face aux défis de la transition écologique : à ce titre, le rapport « Toulouse, territoire d'avenir » identifie un potentiel de transformation du territoire vers une « agriculture éco-responsable ».

● Le regard des élus du SMEAT

« La transition écologique est urgente et doit s'engager largement dans le mandat 2020-2026 »

Les questions d'agriculture, d'espaces publics, d'accès à la nature, sont, au fond, des **questions de santé publique**, qui sont complexes à mettre en œuvre mais essentielles.

L'eau est également un sujet fondamental car il va falloir assurer l'articulation des usages dans un contexte de changement climatique.

Aujourd'hui les agriculteurs du territoire ne sont pas ou très peu tournés vers la demande locale, il faut en tenir compte.

« La transition écologique est urgente et doit s'engager largement dans le mandat 2020-2026 »

L'enjeu serait de **sanctuariser des terrains agricoles**, là encore cela interpelle le modèle de portage foncier pour ce faire.

Les élus des communes de toute taille font le constat d'une **demande très forte de jardins partagés, de potagers urbains**, portés par des associations de riverains, de quartiers.

La demande se généralise avec parfois des attentes difficiles à concrétiser, comme par exemple de pouvoir subvenir aux besoins en légumes des écoles d'un quartier avec la production des jardins partagés du quartier.

« L'exemple du portage foncier à public à Blagnac, pour remettre une zone en maraîchage, c'est l'illustration que les élus peuvent donner l'élan. Pourquoi on ne flécherait pas d'autres projets similaires ailleurs ? »

« La concertation sur le devenir de l'hospice de la Grave à Toulouse a fait émerger une demande de jardins partagés dans la cour historique »

Synthèse du séminaire

● Le regard de Cécile Maisonneuve

Toulouse est un territoire unique, certes en crise, mais qui regorge de **potentiels pour se réinventer** et expérimenter, notamment en matière d'économie, de mobilités, ... L'exercice de révision du SCoT tombe à point nommé pour ce faire.

« Les habitants sont volontaires, ils souhaitent agir »

2021 sera une année charnière pour ce faire, il ne s'agit pas de discuter du monde d'après, mais du monde présent. Il s'agit de se projeter à long terme tout en restant agile sur le court terme pour accueillir les opportunités. Ça passe par **l'écriture d'un récit qui, sans cesse, se décline par des projets**. Le récit doit être mobilisateur de toutes les parties prenantes du territoire, de toutes les envies de faire et d'agir.

● Le regard des élus du SMEAT

Conscients de vivre une période de ruptures, les élus souhaitent **envisager de nouvelles perspectives**, engager les changements nécessaires pour affronter la crise en cours.

« Dans les réflexions de planification, on a besoin de lignes structurantes (transports, modèles d'habitat, modèles économiques) et en même temps, on a besoin d'agilité car les choses évoluent rapidement »

Les élus s'accordent sur la nécessité de disposer d'un **récit partagé qui guide le territoire sur le long terme**.

Ce schéma n'aura de sens que si sont engagés rapidement des projets qui montrent la voie de l'innovation et de tous les « possibles » du territoire.

« Avant, on allait bien, on ne se posait pas trop de questions, la crise nous force à réagir, à travailler ensemble, on doit puiser dans nos atouts »